



PREFET DE LA CORREZE

ARRETE PREFECTORAL

REGLEMENT D'EAU POUR LES ENTREPRISES AUTORISEES

A UTILISER L'ENERGIE HYDRAULIQUE

Centrale hydroélectrique du barrage de la Couze

Communes de VENARSAL et de SAINTE FEREOLE

Le préfet de la Corrèze,

Chevalier de la Légion d'honneur,

Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code rural ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu la loi du 16 octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;

Vu le code de l'environnement, livre II, titre Ier, chapitres 1er à 7 ;

Vu les articles R. 214-71 à R. 214-84 du code de l'environnement ;

Vu l'article R. 214-85 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne ;

Vu le décret du 24 mars 1939 déclarant d'utilité publique la construction du barrage de la Couze ;

Vu le règlement d'eau du 14 juin 1939 relatif à l'usage de la prise d'eau ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 septembre 2008 fixant la classe du barrage de retenue et les prescriptions correspondantes conformément aux dispositions des articles R214-112 et suivants du code de l'environnement concernant le barrage de Couze ;

Vu la pétition reçue le 31 mars 2011, par laquelle Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Brive demande l'autorisation d'utiliser l'énergie hydraulique pour le fonctionnement d'une centrale hydroélectrique située au barrage de la Couze sur la rivière la Couze, communes de VENARSAL et de SAINTE FEREOLE, destinée à la production et à la vente d'électricité au réseau de distribution local ;

Vu les éléments techniques complémentaires reçus le 09 février 2012 ;

Vu les avis de la DREAL Limousin, de l'ONEMA et de l'ARS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 juin 2012 modifiant le périmètre de protection de la prise d'eau défini par l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2000 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 30 mai 2012 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Corrèze

ARRETE

Art. 1.-

Autorisation de disposer de l'énergie

Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Brive est autorisé, dans les conditions du présent règlement et pour une **durée de 30 ans**, à disposer de l'énergie de la rivière la Couze, code hydrologique P3900520, pour la mise en jeu d'une entreprise située sur le territoire des communes de VENARSAL et de SAINTE FEREOLE (Corrèze) et destinée à la production d'énergie hydroélectrique. La puissance maximale brute hydraulique calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute brute maximale est fixée à **170 kW**.

Art. 2.-

Section aménagée

Les eaux sont dérivées au moyen d'un ouvrage situé à sur les communes de VENARSAL et de SAINTE FEREOLE, créant une retenue à la cote normale 190,62 m NGF ou IGN 69.

Elles sont restituées à la rivière en aval immédiat du barrage à la cote 168,4 m NGF ou IGN 69.

La hauteur de chute brute maximale est de **22 m** (pour le débit dérivé autorisé).

Art. 3.-

Acquisition des droits particuliers à l'usage de l'eau exercés

Sans objet

Art. 4.-

Eviction des droits particuliers à l'usage de l'eau non exercés

Sans objet

Art. 5.-

Caractéristiques de la prise d'eau

Le niveau de la retenue est fixé comme suit :

Cote de la retenue normale (R.N) : 190,62 m cote NGF ou IGN 69 ;

Niveau des plus hautes eaux : 193,75 m cote NGF ou IGN 69 ;

Niveau minimal d'exploitation AEP : 176 m cote NGF ou IGN 69 ;

Niveau minimal d'exploitation : 176 m cote NGF ou IGN 69 ;

Le débit maximal turbiné est de **800 litres par seconde**.

L'ouvrage de prise du débit turbiné est constitué d'un piquage sur la conduite de vidange du barrage.

Le dispositif de mesure ou d'évaluation du débit turbiné est constitué par un débitmètre.

Le **débit** à maintenir dans la rivière, immédiatement en aval du barrage (débit réservé), a été évalué **du 15 octobre au 15 avril à 100 l/s** et

du 16 avril au 14 octobre à 64 l/s

ou au débit naturel du cours d'eau en amont de la prise d'eau si celui-ci est inférieur à ce chiffre.

Les valeurs retenues pour le débit maximal turbiné et le débit à maintenir dans la rivière (débit réservé) sont affichées à proximité immédiate du barrage, de façon permanente et lisible pour tous les usagers du cours d'eau.

Art. 6.-

Caractéristiques du barrage

Le barrage de prise d'eau a les caractéristiques suivantes :

Type : Barrage à voûte mince à parement amont vertical.

Hauteur au-dessus du terrain naturel : 28,5 mètres ;

Longueur en crête : 124,5 mètres ;

Largeur en crête : 2 mètres ;

Cote NGF ou IGN 69 de la crête du barrage : 195,6 mètres.

Les caractéristiques principales de la retenue sont les suivantes :

Surface de la retenue au niveau normal d'exploitation : 9 hectares (ha) ;

Capacité de la retenue au niveau normal d'exploitation : 0,8 millions de mètres cubes (hm³).

Art. 7.-

Evacuateur de crues, déversoir et vannes,

dispositifs de prise et de mesure du débit à maintenir

a) Le calibrage des deux déversoirs permet d'évacuer 121 m³/s sous la cote NGF 193,75 m (niveau des plus hautes eaux) ;

b) Le dispositif assurant le débit à maintenir dans la rivière (débit réservé) et de mesure ou d'évaluation de ce débit est constitué d'un piquage sur la conduite de vidange de fond.

Art. 8.-

Canaux de décharge et de fuite

Les canaux de décharge et de fuite sont disposés de manière à écouler facilement toutes les eaux que les ouvrages placés à l'amont peuvent débiter et à ne pas aggraver l'érosion naturelle, non seulement à l'aval des ouvrages, mais également à l'amont.

Art. 9.-

Mesures de sauvegarde

Les eaux doivent être utilisées et restituées en aval de manière à garantir chacun des éléments mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Indépendamment de la réglementation générale, notamment en matière de police des eaux, le permissionnaire est tenu en particulier de se conformer à la disposition ci-après :

- Compenser les atteintes que la présence et le fonctionnement de l'ouvrage apportent à la vie, à la circulation et à la reproduction des espèces de poissons, ainsi qu'au milieu aquatique.

Cette compensation, qui concerne également l'impact lié aux différents prélèvements, est réalisée dès signature et ensuite chaque année. La fourniture d'alevins ou de juvéniles est consentie, après accord du service de police de la pêche, si l'alevinage est rationnel et compatible avec l'écosystème. Dans le cas contraire, la compensation peut prendre la forme de financement d'actions de restauration ou de participation à des programmes existants sur les cours d'eau concernés par l'ouvrage. La compensation n'est pas exclusive de l'aménagement de dispositifs propres à assurer la libre circulation des poissons.

Après accords du service chargé de la pêche et du service chargé du contrôle, le permissionnaire a la faculté de se libérer de l'obligation de compensation ci-dessus par le versement annuel au Trésor, à titre de fonds de concours, d'une somme d'un **montant de 400 euros** (valeur janvier 2012).

Cette somme correspond à la valeur de 2650 alevins de truites fario de six mois. Ce montant est actualisé en fonction du coût de l'alevin, fixé selon le barème publié par le ministre chargé de l'environnement (*151,42 euros/1000 truitelles fario de six mois – décision du 27 octobre 2011*).

Ce montant pourra être révisé par le préfet, le permissionnaire entendu, pour tenir compte des modifications éventuellement apportées aux ouvrages lors du récolement des travaux ou ultérieurement.

Art. 10.-

Repère

Il est posé, aux frais du permissionnaire, en un point qui est désigné par le service chargé de la police des eaux :

- un repère définitif et invariable rattaché au nivellement général de la France et associé à une échelle limnimétrique scellée à proximité pour le contrôle du niveau de la retenue. Cette échelle devra toujours rester accessible aux agents de l'administration, ou commissionnés par elle, qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux.

- un repère définitif et invariable indiquera les niveaux de chacun des débits réservés, il devra toujours rester accessible aux agents de l'administration, ou commissionnés par elle, qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux.

Les échelles et les repères demeureront visibles aux tiers. Le permissionnaire est responsable de leur conservation.

Art. 11.-

Obligations de mesures à la charge du permissionnaire

Le permissionnaire est tenu d'assurer la pose et le fonctionnement des moyens de mesure ou d'évaluation prévus aux articles 5, 7, 9 et 10, de conserver trois ans les dossiers correspondants et de tenir ceux-ci à la disposition des agents de l'administration, ainsi que des personnes morales de droit public dont la liste est fixée en application de l'article L. 214-8.

De plus, compte tenu de l'aménagement du régime réservé, il devra fournir, en début d'année, au service en charge de la police de l'eau le relevé mensuel de l'année précédente :

- des débits entrants, cumulés, dans la retenue de la Couze,
- **des débits prélevés pour l'AEP,**
- **des débits réservés (turbinés et déversés).**

Art. 12.-

Manœuvre des vannes de décharge et autres ouvrages

En dehors des périodes de crues et dans toute la mesure du possible durant ces périodes, la gestion des ouvrages est conduite de telle manière que le niveau de la retenue ne dépasse pas le niveau normal d'exploitation. Le permissionnaire est tenu dans ce but de manœuvrer, en temps opportun, les ouvrages de décharge.

Le niveau de la retenue ne devra pas dépasser le niveau des plus hautes eaux ni être inférieur au niveau minimal d'exploitation sauf travaux, chasses ou vidanges. Le permissionnaire devra, de la même façon, manœuvrer les ouvrages prévus aux articles 5 et 7 pour que les conditions relatives à la dérivation et à la transmission des eaux soient respectées.

Il est responsable de l'abaissement des eaux tant que le prélèvement n'aura pas cessé.

En cas de négligence du permissionnaire ou de son refus d'exécuter les manœuvres prévues au présent article en temps utile, il pourra être pourvu d'office à ses frais, soit par le maire de la commune, soit par le préfet, sans préjudice dans tous les cas des dispositions pénales encourues et de toute action civile qui pourrait lui être intentée à raison des pertes et des dommages résultant de son refus ou de sa négligence.

Art. 13.-

Chasses de dégravage

L'exploitant pourra pratiquer des chasses de dégravage dans les conditions ci-après.

Les matériaux accumulés en surnombre dans le barrage à son entonnement sont évacués à l'aval aussi fréquemment que nécessaire par ouverture de la vanne de dégravage. Le permissionnaire avertira au préalable, un mois à l'avance, les services de police des eaux et de la pêche.

L'exploitant veillera à ne pas colmater des frayères en aval. Il évacuera notamment les limons, vases et matériaux pollués. Les graviers et galets seront déposés en lit mineur à l'aval de l'ouvrage, hors lit mouillé, pour qu'ils soient redistribués par les crues.

Il sera en mesure de fournir les compte-rendus de toutes les opérations de dégravolement où sera notamment précisé la durée des dites opérations.

Art. 14.-

Vidanges

Une demande d'autorisation doit être déposée auprès des services de la préfecture pour vidanger la retenue conformément à la rubrique 3.2.4.0 du tableau de l'article R. 214-1.

Art. 15.-

Manœuvres relatives à la navigation

Il est expressément interdit au permissionnaire de s'immiscer en rien, sans ordre spécial de l'administration, dans les manœuvres relatives à la navigation.

Art. 16.-

Entretien de la retenue et du lit du cours d'eau

Toutes les fois que la nécessité en est reconnue et qu'il en est requis par le préfet, le permissionnaire est tenu d'effectuer le curage de la retenue.

Les modalités de curage seront soumises à l'accord du S.P.E. Les travaux de curage ne seront autorisés qu'après une visite conjointe sur les lieux du S.P.E. et de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (O.N.E.M.A.).

Art. 17.-

Observation des règlements

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux, et la sécurité civile.

Art. 18.-

Entretien des installations

Tous les ouvrages doivent être constamment entretenus en bon état par les soins et aux frais du permissionnaire.

Art. 19.-

Dispositions applicables en cas d'incident ou d'accident

Mesures de sécurité civile

Le permissionnaire doit informer dans les meilleurs délais le préfet et le maire intéressés de tout incident ou accident affectant l'usine objet de l'autorisation et présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux.

Dès qu'il en a connaissance, le permissionnaire est tenu, concurremment, le cas échéant, avec la personne à l'origine de l'incident ou de l'accident, de prendre ou de faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause du danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier. Le préfet peut prescrire au permissionnaire les mesures à prendre pour mettre fin au dommage constaté et en circonscrire la gravité, et notamment les analyses à effectuer.

En cas de carences et s'il y a un risque de pollution ou de destruction du milieu naturel, ou encore pour la santé publique et l'alimentation en eau potable, le préfet peut prendre ou faire exécuter les mesures nécessaires aux frais et risques des personnes responsables.

Dans l'intérêt de la sécurité civile, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant des dispositions du présent article, pas plus que le visa des plans ou que la surveillance des ingénieurs prévus aux articles 22 et 23 ci-après, ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire, qui demeure pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

Art. 20.-

Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 21.-

Occupation du domaine public

Sans objet

Art. 22.-

Communication des plans

Les plans des ouvrages à établir devront être visés dans les formes prévues aux articles R. 214-71 à R. 214-84.

Art. 23.-

Exécution des travaux. - Récolement. - Contrôles

Les installations relatives aux dispositifs de mesure et de contrôle des débits réservés doivent être validées par le service police de l'eau et l'ONEMA avant démarrage des travaux.

Elles seront exécutées avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et aux plans visés par le préfet.

Les agents du service chargé de la police des eaux et ceux du service chargé de l'électricité, ainsi que les fonctionnaires et agents habilités pour constater les infractions en matière de police des eaux et de police de la pêche, auront, en permanence, libre accès aux chantiers des travaux et aux ouvrages en exploitation.

Ces travaux devront être terminés dans un délai de six mois à dater de la notification du présent arrêté. Dès l'achèvement des travaux et au plus tard à l'expiration de ce délai, le permissionnaire en avise le préfet, qui lui fait connaître la date de la visite de récolement des travaux.

Lors du récolement de ces travaux, procès-verbal en est dressé et notifié au permissionnaire dans les conditions prévues aux articles R. 214-77 et R. 214-78.

A toute époque, le permissionnaire est tenu de donner aux ingénieurs et agents chargés de la police des eaux ou de l'électricité et de la pêche accès aux ouvrages, à l'usine et à ses dépendances, sauf dans les parties servant à l'habitation de l'usinier ou de son personnel. Sur les réquisitions des fonctionnaires du contrôle, il devra les mettre à même de procéder à ses frais à toutes les mesures et vérifications utiles pour constater l'exécution du présent règlement.

Art. 24.-

Mise en service de l'installation

La mise en service définitive de l'installation ne peut intervenir avant que le procès-verbal de récolement n'ait été notifié au permissionnaire.

Le cas échéant, un récolement provisoire peut permettre une mise en service provisoire.

Art. 25.-

Réserves en force

Sans objet

Art. 26.-

Clauses de précarité

Le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans les cas prévus aux articles L. 211-3 (II, 1°) et L. 214-4, des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement.

Art. 27.-

Modifications des conditions d'exploitation en cas d'atteinte à la ressource en eau ou au milieu aquatique

Si les résultats des mesures et les évaluations prévus à l'article 11 mettent en évidence des atteintes aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1, et en particulier dans les cas prévus aux articles L. 211-3 (II, 1°) et L. 214-4, le préfet pourra prendre un arrêté complémentaire modifiant les conditions d'exploitation, en application de l'article R. 214-17.

Art. 28.-

Cession de l'autorisation

Changement dans la destination de l'usine

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de la demande d'autorisation, le nouveau bénéficiaire doit en faire la notification au préfet, qui, dans les deux mois de cette notification, devra en donner acte ou signifier son refus motivé.

La notification devra comporter une note précisant les capacités techniques et financières du repreneur et justifiant qu'il remplit les conditions de nationalité prescrites par l'article 26 de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique et l'article 1er du décret n° 70-414 du 12 mai 1970 concernant la nationalité des concessionnaires et permissionnaires d'énergie hydraulique. Le permissionnaire doit, s'il change l'objet principal de l'utilisation de l'énergie, en aviser le préfet.

Art. 29.-

Redevance domaniale

Sans objet

Art. 30.-

Mise en chômage. - Retrait de l'autorisation

Cessation de l'exploitation. - Renonciation à l'autorisation

Indépendamment des poursuites pénales, en cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, le préfet met le permissionnaire en demeure de s'y conformer dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé, il n'a pas été obtempéré à cette injonction par le bénéficiaire de la présente autorisation, ou par l'exploitant, ou encore par le propriétaire de l'installation s'il n'y a pas d'exploitant, le préfet peut mettre en oeuvre l'ensemble des dispositions de l'article L. 216-1 concernant la consignation d'une somme correspondant à l'estimation des travaux à réaliser, la réalisation d'office des mesures prescrites et la suspension de l'autorisation.

Il est rappelé que le contrat d'achat par le réseau de distribution local de l'énergie produite pourra, le cas échéant, être suspendu ou résilié dans les conditions fixées par le décret n° 86-203 du 7 février 1986, modifié par le décret n° 93-925 du 13 juillet 1993, portant application de l'article 8 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Si l'entreprise cesse d'être exploitée pendant une durée de deux années, sauf prolongation des délais par arrêté complémentaire, l'administration peut prononcer le retrait d'office de l'autorisation et imposer au permissionnaire le rétablissement, à ses frais, du libre écoulement du cours d'eau. Au cas où le permissionnaire déclare renoncer à l'autorisation, l'administration en prononce le retrait d'office et peut imposer le rétablissement du libre écoulement des eaux aux frais du permissionnaire.

Article 31

Renouvellement de l'autorisation

La demande tendant au renouvellement de la présente autorisation doit être présentée au préfet cinq ans au moins avant la date d'expiration de celle-ci, conformément à l'article 16 de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique et à l'article R. 214-82.

Si l'autorisation n'est pas renouvelée, le permissionnaire peut être tenu de rétablir à ses frais le libre écoulement des eaux, si le maintien de tout ou partie des ouvrages n'est pas d'intérêt général.

Art. 32.-

Voies et délais de recours

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Article 33

Publication et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Corrèze et le maire des communes de VENARSAL et de SAINTE FEREOLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui est notifié au permissionnaire, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en mairies de VENARSAL et de SAINTE FEREOLE.

Copie en est également adressée au service chargé de l'électricité.

En outre :

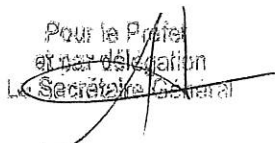
Une copie du présent arrêté d'autorisation est déposée en mairies de VENARSAL et de SAINTE FEREOLE et pourra y être consultée ;

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie pendant une durée minimale d'un mois ; une attestation de l'accomplissement de cette formalité est dressée par le maire et envoyée au préfet ;

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du permissionnaire.

Fait à Tulle, le 08 AOÛT 2012

Le préfet,

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Mireille LARREDE